



Bulletin des comités angevins du

NPA

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Le fascisme c'est la gangrène on l'élimine ou on crève !

Rassemblement les anticapitalistes



Les élections de 2012 dominent la vie politique nationale. Pourtant le débat actuel est bien loin des grands événements qui bouleversent le monde.

En Tunisie, en Egypte, la révolution qui a fait tomber les dictateurs, remet tout en cause, la misère et le chômage, l'appareil de répression, le pillage impérialiste... Cette onde de choc ébranle les pays voisins et au-delà. En Libye les bombardements de la coalition occidentale visent à confisquer et canaliser la révolution libyenne pendant que courageusement le peuple libyen continue son combat contre la dictature ignoble de Kadhafi.

Au Japon la catastrophe devient de jour en jour plus grave et plus incontrôlable et illustre la menace que fait peser le choix nucléaire.

Dans le monde entier, la crise financière et économique rebondit. La dette sert de prétexte pour étrangler les peuples. En Europe les couches populaires sont soumises à des plans d'austérité, à des remises en cause des conquêtes sociales sans précédent.

Ces grands bouleversements posent trois questions décisives : le refus de payer la facture des crises et des dettes du capitalisme, le combat contre la guerre et l'OTAN et pour la solidarité avec les révolutions du monde arabe, l'impérieuse nécessité d'une sortie rapide du nucléaire.

Il n'y a pas d'issue à ces crises sociale, écologique, politique dans une alternance respectant les institutions et le système.

Il n'y a pas d'issue sans une rupture radicale avec le système capitaliste.

Cette rupture ne pourra être imposée que par un mouvement d'ensemble de la population et un gouvernement aussi fidèle aux intérêts des salarié.es que la droite l'est à ceux du patronat.

En France, le système Sarkozy est à bout de souffle. Mais pour empêcher que le désespoir et la peur ne l'emportent et conduisent des travailleurs, des chômeurs à se croire représentés par leur pire ennemi, le FN, il faut bien autre chose qu'une alliance gouvernementale avec un Parti

Socialiste juste bon à cogérer la crise du système comme en Espagne ou en Grèce, à défendre une société productiviste et nucléarisée, à soutenir les guerres impérialistes...

Il faut rassembler les forces anticapitalistes

Militants et militantes du mouvement social, syndical, membres de partis de la gauche radicale et surtout hommes et femmes qui ne sont aujourd'hui membre d'aucun parti, nous sommes nombreux à ne pas nous résigner à une telle situation.

Sur la base d'un programme de rupture pour aujourd'hui et d'un projet de société pour demain, d'une stratégie de mobilisation du monde du travail et de la population, les forces existent pour un rassemblement anticapitaliste indépendant du PS.

Le NPA s'adresse à toutes et tous, organisations et individus, pour débattre et faire avancer ce rassemblement anticapitaliste utile pour les mobilisations actuelles et les échéances électorales de 2012, avec l'objectif d'une candidature de rassemblement qui porte un tel projet.

L'édito rouge

En garde à vue à 7 ans, drôle d'époque...

Ce 14 avril, la polémique fait rage dans la presse locale : « Fallait-il ramener les enfants au poste ? » écrit Ouest-France, tandis que selon le syndicat FO, des policiers seraient « furieux » d'avoir été montrés du doigt par l'adjointe au maire socialiste d'Angers.

Le 6 avril, dans le quartier de la Roseraie, des enfants de 7 à 10 ans jouent au pied de leur immeuble, dans une cour fermée d'un HLM récemment résidentielisé. Leurs parents les surveillent depuis leur balcon. Rien de bien inquiétant a priori, sauf que les enfants sont maghrébins, qu'ils étaient parât-il en train d'écrire sur les murs et que le balcon du commissariat de quartier donne sur cette cour : les dangereux délinquants sont embarqués illico au poste ! Leurs mères ont dû venir les récupérer au commissariat. L'affaire a été ébruitée sur le site Rue89, où l'adjointe aurait déclaré - c'est le moins qu'on puisse dire ! - que les faits « ne justifient en aucun cas ce type d'intervention ». La procureure de la République aurait évoqué « un excès de zèle des policiers ». Pour se justifier, les flics affirment que le quartier n'est pas vraiment « calme » et que les enfants étaient « livrés à eux-mêmes » (on ne sait donc plus trop s'ils sont victimes ou coupables), mais visiblement il s'agissait de donner aux parents une leçon d'éducation.

Bien sûr, ce « fait divers » n'a aucun rapport avec la montée de la xénophobie et de la surveillance des « classes dangereuses » partout en Europe...

Pour sortir du jeu des candidatures et de la personnalisation à outrance qui brise le débat et les programmes, le NPA 49 a proposé aux organisations suivantes de se rencontrer le plus rapidement possible afin de débattre et de vérifier les conditions d'un rassemblement d'une gauche anticapitaliste indépendante du PS.



Refusons de payer leurs crises !

Ce programme est un programme de luttes et le fil conducteur d'une véritable politique de gauche.

Le défendre, le populariser pour aider aux mobilisations est la seule réponse au FN qui ose prétendre représenter les classes populaires, alors qu'il ne fait que servir les classes dominantes en dressant les plus pauvres les uns contre les autres.

Sa mise en œuvre suppose d'imposer une répartition égalitaire des richesses et de prendre le contrôle des secteurs clés de l'économie.

Augmentation des salaires et des revenus afin de récupérer la part volée par les profits dans la répartition des richesses

Plus 300 euros nets pour tous et toutes, échelle mobile des salaires, pas de revenus et de minima sociaux en dessous de 1500 euros nets.

Fin des précarités et du chômage

Réduction du temps de travail à 32 heures avec embauche proportionnelle obligatoire sans flexibilité, interdiction des licenciements, suppression de tous les emplois précaires et remplacement par un contrat unique et stable (CDI dans le privé et emploi statutaire dans la Fonction publique et le secteur public), partage du travail entre toutes et tous, fin inégalités salariales entre les hommes et les femmes

Droit à la retraite, à la santé, à la protection sociale

Abrogation de la loi Woerth-Sarkozy Fillon sur les retraites, droit à une retraite pleine et entière à 60 ans, santé gratuite et accessible à tous et toutes, remboursée à 100 % par la Sécu, arrêt immédiat des restructurations hospitalières.

La défense et le développement des services publics notamment par la création massive d'emplois dans la santé, l'éducation ...

Sortie du nucléaire en 10 ans maximum en assurant le maintien des emplois et le reclassement collectif des salariés de la filière

Arrêt des constructions et des projets portés par l'industrie nucléaire française en France comme à l'étranger, l'arrêt des réacteurs de plus de 30 ans, expropriation des grands groupes et création d'un service public de l'énergie du développement des énergies renouvelables, de la sobriété et l'efficacité énergétique,

Adoption d'un plan de transition écologique global en matière d'énergie, de transport, de logement de production agricole et alimentaire en garantissant l'accès pour toutes et tous.

Expropriation des banques et des compagnies financières, création d'un service public bancaire sous le contrôle des travailleurs et de la population

Annulation de la dette qui au nord comme au sud étrangle les peuples

Combat contre l'impérialisme contre toute intervention militaire occidentale, pour le retrait des troupes françaises d'Afghanistan et d'Afrique, la sortie de l'OTAN

Lutte inflexible contre le racisme : régularisation, droit de vote, égalité ; abrogation de toutes les lois anti immigrés votées ces dernières années

Défense des droits et des libertés démocratiques : Fin des institutions antidémocratiques de la V^e république en France et du Traité de Lisbonne en Europe, processus constituant permettant de faire trancher par la population l'ensemble de questions permettant de réorganiser la société sur de nouvelles bases, priorité à toutes les formes d'auto-organisation, de démocratie active et directe, abrogation de toutes les lois sécuritaires.

Olivier Besancenot n'est plus le porte parole du NPA

Le Conseil Politique National (CPN) qui s'est réuni les 26 et 27 mars 2011 a désigné deux porte-parole qui s'exprimeront au nom du NPA : Myriam Martin, enseignante en lycée professionnel, et Christine Poupin, technicienne dans l'industrie chimique, élues avec 97 pour, 6 contre, 4 abstention, soit 90% des exprimés.



Myriam Martin



Christine Poupin

Programme du PS

Même avec un microscope, difficile de trouver des mesures de gauche dans le programme du PS que Martine Aubry vient de rendre public.

L'annonce du blocage des loyers, du plafonnement du salaire des PDG – mais uniquement dans le public – c'est pour le vernis social.

Quant aux emplois-jeunes, ce ne sont que des emplois précaires qui ne débouchent pas sur une embauche en CDI.

En matière de créations d'emplois d'ailleurs, la priorité est clairement donnée à la police nationale alors que l'éducation nationale devra se contenter de redéploiement d'emplois.

Mais aucune trace de l'abrogation de la loi sur les retraites qui a mobilisé des millions de grévistes et de manifestants à l'automne dernier. Au contraire, Martine Aubry a réaffirmé l'engagement du PS en faveur de l'allongement de la durée de cotisations.

Rien non plus sur une autre répartition des richesses, l'augmentation générale des salaires alors que les profits des grosses entreprises ne cessent d'augmenter, ni sur la diminution du temps de travail pour éliminer le chômage, ni sur la régularisation de tous les sans-papiers.

Pour tout le reste, c'est la rigueur et les cadeaux au patronat, avec la baisse de l'impôt sur les sociétés, et de vagues promesses sur la sortie du «tout nucléaire» mais pas du nucléaire.

Ce programme est sans doute le plus à droite dans la perspective d'une campagne présidentielle. Il est totalement compatible avec le fonctionnement d'une société capitaliste.

La nécessité d'un rassemblement anticapitaliste, indépendant du PS et de son programme, n'en est que plus grande.

Pour sortir de la crise, et que ce ne soit pas les salariés qui en payent le prix, il faut un rassemblement anticapitaliste sur la base d'un programme de rupture avec le système capitaliste et productiviste.



Faire cesser les provocations de l'extrême droite !

Afin de détourner l'attention de la population des problèmes sociaux et de leur propre discrédit, l'UMP et la droite extrême ne louent pas une occasion de transformer les musulmans et les immigrés en boucs émissaires. Ce faisant, les Sarkozy, Guéant et autres Copé légitiment le discours du FN et ouvrent la voie aux actions racistes des groupuscules fascistes et néo-nazis.

L'intrusion d'« identitaires » portant des masques de cochon et lançant des slogans islamophobes au conseil municipal d'Angers du 8 avril est une inquiétante illustration de cette dynamique infernale. [1] Elle peut être mise en relation avec l'interview du 5 avril donnée par le maire de Cholet, G. Bourdouleix (CNI) au site internet "libéral-conservateur" d'extrême-droite "Nouvelles de France". Est-ce en effet tout à fait un hasard si le blog "Anjou identitaire" s'est empressé de la reproduire intégralement ? Le guide suprême de Cholet n'hésite pas à y prôner le "protectionnisme migratoire" et à s'y répandre contre « l'immigration sociale », notamment des Tunisiens. On y "apprend" en particulier qu'il suffirait de venir en France pour y bénéficier d'aides sociales et d'une retraite "même si [les immigrés] n'ont pas travaillé (donc cotisé) une heure de leur vie chez nous". Peut-on croire que M. Bourdouleix ignore qu'il faut maintenant, grâce à l'action de ses collègues Woerth et Sarkozy et grâce à son propre vote au parlement, pas moins 41,5 annuités de cotisation pour pouvoir espérer toucher une retraite à peu près décente à partir de 62 ans ? Tant de sottise prêterait à rire si ces délires émanaient d'un pilier de bar. Hélas, ils émanent d'un parlementaire et du maire de la seconde ville du département. La question est posée de savoir s'il existe une droite "respectable". Celle de M. Bourdouleix (qui envisage de s'allier avec l'intégriste Christine Boutin aux élections présidentielles) est définitivement hors-catégorie.

Légitimée par la droite, confortée par la faillite de la gauche institutionnelle et les difficultés de construction de la gauche anticapitaliste, l'extrême-droite relève la tête. Elle tente de jouer sur les peurs contemporaines liées à l'évolution d'un monde de plus en plus perturbé par les mécanismes délétères de la mondialisation capitaliste. Comme dans les années 30, elle désigne à la vindicte le prolétaire "étranger". De juif et "communiste", celui-ci est devenu musulman et "islamiste" (même si l'antisémitisme reste sous-jacent dans la plupart des discours d'extrême-droite). Mêlant habilement un soupçon d'anticapitalisme purement formel et de "culturalisme" à ses vieux discours de haine, elle espère se gagner les faveurs de salariés et de jeunes désorientés par la crise. Comme l'écrit Enzo

Traverso, « le discours raciste contemporain a connu une véritable métamorphose en abandonnant son orientation hiérarchique et raciale [...] pour devenir différentialiste et culturaliste » [2]. Les « identitaires » qui ont perturbé le conseil municipal d'Angers ont bien pris soin de viser « l'Islam » et le projet actuel de construction d'une mosquée au nom de la "laïcité". Ils insultent ainsi l'immigré maghrébin ou turc sans avoir besoin de faire référence à son origine ethnique. D'une part, ils évitent de tomber sous le coup des lois antiracistes, d'autre part ils peuvent espérer rencontrer l'assentiment des racistes inavoués. Cette pseudo-"laïcité" complètement pervertie et détournée de son sens originel est devenue l'étendard paradoxal de la nouvelle extrême-droite parce qu'elle lui permet de faire passer son racisme en contrebande. [3]

Contre l'extrême-droite et la droite qui lui pave le chemin, il faut réaffirmer l'égalité des droits de toutes et tous et l'unité des salariés contre leur véritable ennemi : le capitalisme. Cela passe par un travail de déconstruction du nouveau discours raciste et de mise en pratique des solidarités de classe. Cela passe par la construction d'une gauche anticapitaliste à tous les niveaux et notamment dans une Europe contaminée par le populisme de droite. Dans la rue, dans les entreprises, dans les têtes, ne laissons plus le moindre pouce de terrain à la bête immonde !

[1] Sur cette intrusion, voir les articles du Courrier de l'Ouest et de Ouest-France parus le 8 avril.

[2] Enzo Traverso, La Fabrique de la Haine, Contretemps n°9, mars 2011, pp.25-29

[3] Ainsi Fabien Engelmann, renégat du NPA et de LO récemment exclu de la CGT après qu'il se fut porté candidat du FN aux cantonales, a-t-il commencé sa monstrueuse dérive politique dès le printemps 2010 après sa prise de contact avec le groupe islamophobe d'extrême-droite "Ripostes laïques" de Pierre Cassen. Son premier article signé sur le site de ce groupuscule date du 14 juin 2010, moins de trois mois après avoir été candidat aux régionales pour le NPA !

Livres : Marx en manga

Le Capital de Marx est sorti sous forme de manga aux éditions Soleil manga. Olivier Besancenot en a écrit la préface, dont nous publions quelques extraits.

Tu pensais que Le Capital de Karl Marx, c'était du chinois ? Eh bien voilà la version française du célèbre texte en manga japonais. À partir d'une histoire simple – un petit fromager crée son usine –, la bande dessinée expose ce qu'est le capitalisme, sans manichéisme opposant les gentils et les méchants. Elle déroule et dénonce la logique du système [...].

Ce manga en deux tomes absolument complémentaires – le premier porte sur l'argent ; le second sur les mécanismes du capital – est une invitation astucieuse, plaisante et rigoureuse à découvrir l'œuvre majeure de Marx. Si Le Manifeste du parti communiste (1848), autre grand texte de l'auteur, est largement lu, Le Capital, au contraire, traîne dans le sillage de son succès la réputation d'être inaccessible. Méfions-nous cependant des réputations toutes faites. Certes Le Capital, c'est quatre livres, soit environ 3 000 pages, rédigés en 20 ans. Ainsi présenté, cela peut calmer les ardeurs. Pourtant, passés les premiers chapitres, ardu du point de vue théorique, l'œuvre s'ouvre à tous et décode clairement les arcanes de l'exploitation capitaliste. [...]

Marx parvint à déceler le moment précis où la plus-value est créée. Ce n'est pas sur les machines ou les matières premières, mais sur la force de travail. Grâce au travail des salariés, les matières premières se transforment en marchandises dont la valeur augmente. Cette valeur ajoutée par le processus de production est largement supérieure au salaire que perçoit le travailleur pour le temps de travail effectué. C'est la grande découverte de Marx : la différence entre le salaire et le temps de travail, le travail non payé, c'est la plus-value, le profit à venir. La plus-value est la

valeur du surtravail non payé. Quand une demi-journée de travail suffit objectivement à le rémunérer, le salarié doit pourtant prolonger sa tâche au-delà, sur toute une journée qu'exige contractuellement son employeur. En clair, le salarié est contraint d'offrir une demi-journée à son patron ; et c'est la moyenne encore de nos jours. Ce cadeau est la seule véritable source des profits, dont une part sert maintenant à accroître les revenus des capitalistes financiers, des actionnaires qui reçoivent beaucoup d'argent sans lever le petit doigt.

La ficelle est énorme, tellement grosse, que nous n'en avons que peu conscience, souvent convaincus, par la force des apparences, d'être rémunérés à la valeur de ce que nous produisons. C'est précisément là que réside le véritable scandale de nos salaires. Nos revenus ne sont pas trop maigres uniquement parce qu'ils ne nous laissent pas de quoi vivre décemment. Ils sont trop maigres parce que ne nous revient qu'une faible part de ce que nous produisons nous-mêmes. Le capitalisme n'est donc pas ce système virtuel où, par magie, l'argent se générerait de lui-même. Non, c'est un système réel qui produit de l'argent en volant le fruit du travail de tous les salariés. [...]

Le Capital est au cœur des découvertes et réflexions de Marx. Cette œuvre n'a pas émergé en laboratoire clos, loin des réalités, sous les équations d'un professeur nimbus rouge. Marx est le fondateur de la première Association internationale des travailleurs dont le but était de renverser le capitalisme et d'établir le socialisme. Le Capital a été échafaudé à partir de l'observation du monde – qui n'a pas fondamentalement changé depuis –, et dont les crises à répétition désagrègent toujours la société plus de 140 ans après sa parution.

Il se dit même que certains capitalistes lisent Marx en douce pour tenter de comprendre ce qui leur arrive. Garde donc précieusement les deux volumes de ce manga, ton employeur pourrait bien avoir envie de te les voler. C'est un bon GPS sur le chemin de l'émancipation.

Olivier Besancenot



« L'Arrestation » de Gbagbo ne règle rien Troupes françaises hors de Côte d'Ivoire !

Ces dernières semaines ont vu s'exacerber les combats entre militaires et paramilitaires pro-Gbagbo et pro-Ouattara en Côte d'Ivoire. La capture de Laurent Gbagbo lundi 11 avril par les forces de son adversaire fortement appuyées par les troupes de l'État français est une nouvelle illustration de l'ingérence permanente de la Françafrique dans des États nés d'une décolonisation étroitement contrôlée. C'est aussi une douloureuse illustration de la faiblesse de la gauche africaine devant des chefs de clans tels que Gbagbo ou Ouattara. Enfin, l'incapacité de la gauche française à s'opposer aux agissements de son propre impérialisme (quand elle ne le soutient pas !) rend plus que jamais nécessaire le développement des solidarités avec les mouvements sociaux d'Afrique.



Les « Forces Républicaines de Côte d'Ivoire » (FRCI) de Ouattara avaient décidé d'en finir avec Gbagbo. Leur offensive a été orchestrée à partir de Paris dans ses moindres détails. Elle a été encadrée par des militaires français, non sans que d'incontestables crimes de guerre ne soient commis : la Croix-Rouge dénombre près de 800 morts à Duékoué. À Abidjan, ce sont des hélicoptères français de la « force Licorne » qui ont pilonné la résidence de Gbagbo. Sous couvert de l'ONU, les forces françaises sont donc intervenues directement aux côtés des FRCI, en soutien à la fois logistique et militaire. Mais la « descente sur Abidjan », présentée au début comme une formalité, s'est avérée moins simple que ne l'imaginait l'Élysée. Car la situation est bien plus complexe que ne veulent bien le dire les médias aux ordres.

L'alibi frauduleux de la démocratie

L'intervention impérialiste se fait sous couvert de l'ONU, au nom du « respect du suffrage universel », après des élections qui avaient mis les deux camps à quasi-égalité. Ce que valent les arguments sur ce « respect », on peut le mesurer en rappelant le soutien sans faille accordé par Chirac puis Sarkozy à des dictateurs aussi sinistres et corrompus que les Bongo père et fils (Gabon), Eyadema (Togo, jusqu'en 2005), Kadhafi reçu en grande pompe à l'Élysée, etc. La « démocratie » est évidemment à géométrie variable et ne sert que d'alibi. Comme en Irak ou en Afghanistan, cet alibi est destiné à servir de prétexte à l'intervention militaire. Car ce sont les intérêts impérialistes qui sont en jeu...

Le maître veut changer de chien

Gbagbo, oppresseur de son peuple et démagogue agitant les peurs ethniques et religieuses, jouait sa carte personnelle, celle de sa famille et de son clan. Depuis son arrivée au pouvoir en 2000, il a tenté à de nombreuses reprises d'acquiescer sa propre autonomie politique et économique, refusant de s'aplatir devant les maîtres d'hier, la bourgeoisie française, comme le font les autres dictateurs africains. Hier parfaitement fréquentable, membre honorable de l'Internationale socialiste, Gbagbo était donc devenu l'homme à abattre. Qu'il ait cherché à s'accaparer une part plus grande du gâteau d'un pays aux immenses richesses pillées par la bourgeoisie française ne pouvait être toléré par celle-ci. Gbagbo a eu le tort, aux yeux de Sarkozy, de montrer les crocs, comme hier Saddam Hussein en Irak. Aussi le maître a-t-il voulu changer de

chien. Ouattara, qui fut premier ministre de Houphouët-Boigny en 1990 et mena une politique de « rigueur » budgétaire particulièrement dure, offre toutes les garanties exigées par Sarkozy et Juppé. Ne fut-il pas aussi, à partir de 1993, Directeur adjoint du FMI, cette machine à affamer les peuples d'Afrique ? Avec Ouattara, les capitalistes français disposent d'un candidat au poste de proconsul néo-colonial dont tout indique qu'il exécutera fidèlement les ordres de Paris.

Le principal responsable : l'impérialisme français

En Côte d'Ivoire, cela faisait déjà près de 10 ans que l'impérialisme français s'activait pour se débarrasser de Gbagbo. Ainsi, la tentative de coup d'État de 2002 (dans lequel trempait déjà Ouattara) n'aurait jamais pu être envisagée sans l'implication active de Paris, le feu vert de Chirac. En réponse, Gbagbo a exacerbé les rivalités ethniques en utilisant la question de « l'ivoirité »... Tout ceci a abouti à ce qui devait arriver : des morts par milliers. A la base des maux dont souffre la Côte d'Ivoire, il y a un système, l'impérialisme, et un mercenaire en première ligne, Sarkozy et l'État français. C'est que l'enjeu est de taille. Les positions de l'impérialisme français – celles de Total, de Bouygues, de Bolloré, etc. - sont menacées partout en Afrique. Par les Américains, bien sûr. Mais aussi par les Chinois, désormais. Dans ces conditions, pas question que les capitalistes français laissent le peuple de Côte d'Ivoire disposer librement de son sort !

Derrière les larmes de crocodiles des divers porte-voix de Sarkozy, il y a une politique cynique qui ne vise qu'à poursuivre le pillage d'un peuple dont on sait le dénuement dans un pays pourtant riche en matières premières ! Pour préserver leurs profits, les impérialistes couvriront les pires exactions et massacres comme ils ne cessent de le faire sur tous les continents.

Le NPA reste quant à lui, inconditionnellement sur le terrain de la défense du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. C'est pourquoi il milite pour le **retrait de toutes les troupes françaises et étrangères de Côte d'Ivoire et d'Afrique !**

Il rappelle aussi son soutien aux autres revendications des peuples d'Afrique, en premier lieu celle de l'annulation de la Dette. Le NPA, fidèle à sa tradition unitaire, s'associera - en Maine-et-Loire et partout en France - à toutes les forces désireuses de mener une activité conjointe sur cette orientation.

La centrale de Chinon pointée du doigt par l'ASN

Le 30 mars, le Courrier de l'Ouest publiait en 1^{er} page un article tonitruant « *Chinon dompte le risque nucléaire* ». Le même jour, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) dénonçait dans son Rapport annuel une « *insuffisante rigueur d'exploitation* » et des « *lacunes importantes* » en matière de sécurité des interventions des personnels à Chinon...

Le Rapport épingle durement les centrales EDF de Saint-Alban, Chooz, Nogent et... Chinon. Cela ne signifie pas que l'ASN remette en cause le nucléaire. Mais l'impact de la catastrophe Fukushima paraît la pousser à un peu plus d'indépendance. Cela se traduit aussi dans le discours de son président, A.-C. Lacoste. Devant les parlementaires, il a avoué n'être pas nourri « *de certitudes tranquilles* » et a présenté comme une « *position constante de l'ASN* » que « *personne ne peut garantir qu'il n'y aura jamais d'accident nucléaire en France* ». Le doute semble donc gagner les élites qui vantaient jusqu'à présent la « *sûreté* » des installations nucléaires françaises. À une évocation, par la sénatrice verte M.-Ch. Blandin, des 20.000 sous-traitants intervenant dans des conditions de sécurité douteuses dans les centrales françaises aux côtés des 20.000 employés d'EDF, M. Lacoste s'est même déclaré « *prêt à étudier tous les renseignements, même de source anonyme* » pour « *réduire les zones d'ombre* ». [1]

On retiendra ici l'aveu qu'une catastrophe nucléaire n'est pas impossible en France. Hélas, l'absence de réel débat démocratique dans le pays empêche encore de poser la question qui suit logiquement : peut-on prendre le risque d'une catastrophe nucléaire, de l'impossibilité de la vie dans des régions entières et de la dissémination de radio-éléments hautement toxiques ? Tchernobyl et Fukushima y répondent pourtant assez facilement : c'est non !

Paradoxalement, c'est aussi la conclusion qu'un esprit critique peut tirer de la lecture de l'article sur Chinon, centrale située à la frontière du Maine-et-Loire, paru dans le Courrier de l'Ouest. Le titre rassurant de la 1^{er} page a été cité plus haut. Le corps de l'article en page intérieure est un peu plus nuancé. Certes, un encart tente de prouver un peu scolairement que Chinon « *diffère* » des centrales japonaises. Faisant état des préoccupations de sécurité des personnels, il reconnaît néanmoins que « *la sûreté nucléaire est un combat quotidien* ». Les propos rapportés des responsables de la centrale se veulent humbles et modestes. Cependant la conclusion du directeur affirmant que Chinon « *est sûre au niveau des règles de sûreté* » sonne comme un demi-aveu : la sûreté est relative. Or, le risque nucléaire est absolu. L'éventuel durcissement à l'infini des « *règles* » ne pourra jamais garantir à 100% qu'un accident majeur ne peut survenir, alors qu'il est potentiellement insupportable. Ainsi Chinon est-elle un bon exemple de centrale construite dans une zone jusqu'ici faiblement sismique.[2] Mais qui –à part Claude Allègre– peut garantir qu'un séisme plus important que celui de 2006 ne pourra jamais y survenir ? Et nul besoin de se plonger dans la littérature de science-fiction pour savoir que la longue série des incidents et accidents nucléaires n'a évidemment pas été anticipée...

Il faut convoquer d'urgence un débat démocratique sur l'énergie ayant pour perspective la sortie rapide et planifiée du nucléaire. Car le danger nucléaire n'est pas seulement le fait d'une course au profit de compagnies privées, comme au Japon, ou d'une course aux économies d'entreprises publiques, comme en France (le recours de sous-traitants en fait d'ailleurs un modèle toujours plus capitaliste). Le socialisme triompherait que la question du risque nucléaire serait toujours posée. Aucune organisation sociale ne peut garantir une sûreté nucléaire totale alors que le danger potentiel est immense. Ce dont la société humaine a besoin, c'est d'énergies renouvelables et d'économies d'énergie. C'est là qu'il faut développer les efforts de la recherche, pas dans la technologie obsolète du nucléaire. Une certaine localisation de la production partout où c'est possible et souhaitable, moins de camions, une réglementation de la consommation électrique, une autre répartition des richesses et une rupture avec le productivisme capitaliste soulageront à la fois l'atmosphère et l'humanité, tout en laissant un peu de ressources fossiles aux générations à venir. Pas le nucléaire !

[1] Article de Fabrice Nodé-Langlois et Yves Miserey, Le Figaro, 31 mars 2010

[2] Un séisme de magnitude 4 d'épicentre situé à peu près sous la centrale de Chinon s'est produit le 5 novembre 2006



Extraits significatifs relatifs à la centrale de Chinon du Rapport 2010

Le 23 avril 2010, lors d'un contrôle de propreté réalisé en fond de piscine du bâtiment combustible, un intervenant a été irradié à la main en ramassant puis en manipulant une pièce métallique activée. Le 4 août 2010, lors d'un contrôle de propreté réalisé dans la boîte à eau d'un générateur de vapeur, un objet générant des niveaux élevés de radiations a été ramassé par un intervenant puis manipulé successivement par trois autres afin de l'évacuer de la zone.

Ces événements ont été respectivement classés aux niveaux 2 et 1 de l'échelle INES.

À la suite de chaque événement, l'ASN a réalisé une inspection sur site : les inspecteurs ont constaté que ces irradiations accidentelles sont notamment dues à une analyse insuffisante des risques, ainsi qu'à l'absence de connaissance de la conduite à tenir en cas de présence d'objets indésirables détectés lors de contrôles de propreté. (...) les différents constats effectués par les inspecteurs de l'ASN, notamment lors des inspections réalisées à la suite des événements survenus en avril et août 2010 sur le site de Chinon, rappellent que la qualité et la prise en compte des analyses de risques et des études d'optimisation de la dose sont des éléments fondamentaux de la démarche de prévention et qu'EDF doit encore s'améliorer sur ces aspects.

Événement significatif pour la radio-protection survenu le 23 avril 2010 dans le bâtiment combustible du réacteur 4 de la centrale nucléaire de Chinon

Le 23 avril 2010, vers 11h00, un agent d'une entreprise prestataire d'EDF réalise une visite de propreté au fond de la piscine de transfert du bâtiment combustible du réacteur 4. Cette visite est un préalable à la mise en eau de la piscine de transfert avant toute manutention du combustible. Elle permet de s'assurer qu'aucun corps étranger n'est susceptible d'être entraîné lors du rechargement, vers le cœur du réacteur. Cette personne est équipée d'une tenue étanche et porte des gants en vinyle. Elle est accompagnée au fond de la piscine d'un agent effectuant le contrôle technique de l'activité (qui porte les mêmes équipements de protection individuels). Lors de la visite, un objet métallique est découvert au fond de la piscine. L'agent qui effectue la vérification de propreté le prend avec une main, puis avec l'autre pour l'observer. Alerté par le déclenchement de l'alarme sonore de son dosimètre opérationnel, il jette l'objet dans un seau utilisé pour descendre les outils depuis le haut de la piscine.

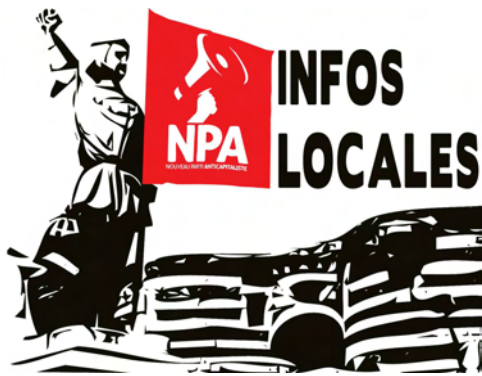
A noter que le dosimètre de l'agent qui réalise le contrôle technique ne se déclenche pas. Ce seau est remonté au bord de la piscine par une troisième personne dont le dosimètre s'active à son tour. Le chantier est alors évacué et les intervenants sortent de la zone contrôlée. L'agent qui a touché l'objet avec les mains a été pris en charge par le médecin du travail du site et présente à l'heure actuelle un bilan clinique normal. L'ASN a réalisé le 3 mai 2010 une inspection réactive dans la centrale et a mis en évidence les difficultés du site de Chinon à établir un relevé des faits précis ainsi qu'un manque de pilotage de l'analyse post-accidentelle. Plusieurs dysfonctionnements organisationnels ont été relevés et trois constats d'écart notables ont été notifiés à l'exploitant. L'ASN a confirmé le classement de cet événement au niveau 2 de l'échelle internationale de gravité (INES), qui en compte 7, car un travailleur a été irradié à la main, la dose reçue étant supérieure à la limite réglementaire annuelle associée.

Chinon

L'ASN considère que les performances en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection du site de Chinon sont en retrait et que les performances du site en matière d'environnement rejoignent globalement l'appréciation générale des performances que l'ASN porte sur EDF. L'ASN juge insuffisante la rigueur d'exploitation, à nouveau caractérisée en 2010 par un nombre conséquent d'événements significatifs. L'analyse de ces écarts met en évidence des faiblesses aussi bien dans la conduite des réacteurs que dans le lignage des circuits. L'ASN estime que le site doit progresser en matière de connaissance des règles générales d'exploitation et de respect des procédures. Dans le domaine de la radioprotection, les deux événements significatifs d'exposition anormale de travailleurs aux rayonnements ionisants survenus en 2010 ont révélé des lacunes importantes dans la préparation des interventions. L'ASN considère que la prise en compte du risque de manipulation de corps irradiants et les modalités de cartographie préalable doivent être nettement améliorées.

La radioprotection

L'ASN attend d'EDF un renforcement de sa politique en matière de radioprotection, avec notamment une meilleure sensibilisation des intervenants à la culture de radioprotection et des progrès en matière de maîtrise de la contamination à la source. Elle veillera au respect de ces différents aspects dans les dossiers qu'elle sera amenée à instruire, et lors des inspections sur site. En particulier, l'ASN réalisera une inspection de grande envergure sur les 4 sites du Val de Loire (Belleville, Dampierre, Saint-Laurent-des-Eaux et Chinon), en vue de dresser un bilan approfondi des actions en matière de radioprotection et de s'assurer que le retour d'expérience tiré des événements de Chinon en 2010 a bien été pris en compte.



Journée de commémoration
Exposition, conférence, concert
Mémoires tsiganes, histoire d'un
camp de concentration



Le samedi 23 avril sera organisée par l'association AMCT une journée de commémoration du camp de concentration tsigane 1940-1946 intitulée « Mémoires tsiganes » au Lycée Edgar Pisani de Montreuil-Bellay (Maine-et-Loire, entre Saumur et Thouars). Le camp sera évoqué à travers deux expositions photographiques, l'une de Stéphanie Lemoine, la seconde de Cédric Vigneault, et une conférence de Jacques Sigot, spécialiste de l'histoire du camp. La journée se terminera par un concert de jazz manouche du trio Lanlan Weiss.

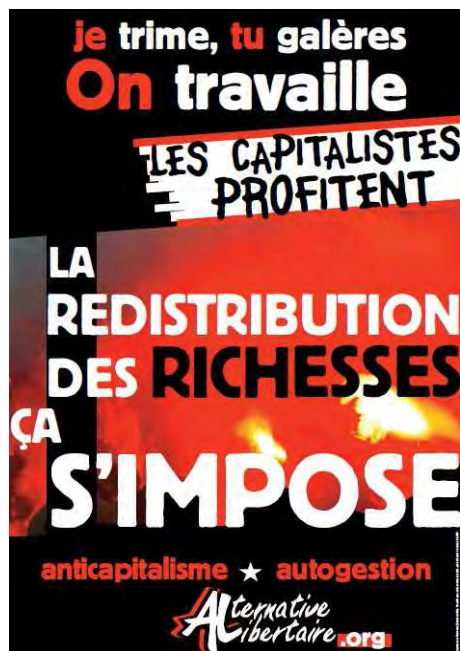
Dans le cadre de la journée nationale du souvenir de la déportation, l'association AMCT (Amis de la mémoire du camp tsigane) organise le 23 avril 2011 une journée autour du camp de concentration tsigane de Montreuil-Bellay dont les vestiges ont été inscrits en juillet 2010 à l'inventaire des monuments historiques. La manifestation a pour objectif d'expliquer ce drame historique majeur comme les leçons qui s'en dégagent. Elle ouvrira ses portes à 15H avec le vernissage de deux expositions. Un travail pédagogique, élaboré par Stéphanie Lemoine, étudiante en BTS Tourisme à Nantes, proposera à travers une riche documentation d'établir la chronologie du camp et d'évoquer le quotidien des hommes et des femmes qui y furent détenus.

Retrouvez l'Anjou rouge sur le site du NPA 49 :
<http://npa49.free.fr/>
Recevez le gratuitement en nous écrivant :
npa49@yahoo.fr

La vision de Cédric Vigneault, photographe, viendra compléter cette approche en abordant le danger des amnésies collectives. Jacques Sigot, enseignant qui a milité depuis les années 1980 pour la reconnaissance du camp et dont les ouvrages ont inspiré le réalisateur Tony Gatlif pour son film « Liberté », tiendra une conférence à partir de 15h30. Cette rencontre sera suivie d'un échange avec le public filmé par la chaîne Public-Sénat. La journée se clôturera par le concert de jazz manouche du Lanlan Weiss trio. L'AMCT organise tout au long de l'année des visites du camp en groupes et sur rendez-vous avec un membre de l'association. Pour plus de renseignements, envoyer un mël à la présidente Sandrine Renaire-Bernier : sc-st-aubin@hotmail.fr

L'agenda rouge

Mardi 19 avril à 20h30 à l'étincelle (26 rue maillé, Angers) : réunion publique d'Alternative Libertaire 49 sur le thème "On travaille, les capitalistes profitent !"



Mercredi 20 avril à 20h : grand concert de solidarité « Un bateau pour Gaza » avec Titi Robin, Kwal, Benouzz, Smokin' Dynamite... à la salle Jean Carmet de Mûrs Erigné.

Samedi 23 avril commémoration du camp de concentration pour les Tsiganes au Lycée Edgar Pisani de Montreuil-Bellay.

Mardi 26 avril : 25° Chernobyl-Day 18h00 – Place du Ralliement à Angers

Judi 12 mai à 20h salle du Doyenné à Angers (à coté du Chabada): **ATTAC 49**, animé par Claude Calanne, ethnologue (co-auteur de l'ouvrage collectif, « le capitalisme contre les individus ») et Niobé, artiste angevin. Salle du Doyenné à Angers (à coté du Chabada).

Judi 26 mai à 20h salle Pelloutier de la Bourse du travail : étape d'Angers du Tour de France pour une autre Europe des "économistes atterrés". Débat soutenu par la FSU49 et ATTAC49.



L'hebdomadaire du NPA est en vente chaque

SAMEDI
11h - 12h



sur le grand marché de la
PLACE
IMBACH